

TERMES DE REFERENCE

Elaboration d'une analyse genre sectorielle pour le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville

I. Contexte

Le Maroc a enregistré, au cours des dix dernières années, des avancées significatives en matière de droits humains des femmes. Cette évolution a été marquée par des réformes institutionnelles et législatives, ainsi que l'adoption de mesures visant à accroître la représentation administrative et politique des femmes. A l'instar de la communauté internationale, le pays a souscrit à l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

Mettant en œuvre son engagement à la convention pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes (CEDEF), Le Maroc dispose d'une Constitution qui consacre l'égalité entre les hommes et les femmes, prohibe toutes les formes de discrimination à leur égard et incite les pouvoirs publics à mettre en œuvre ces droits et à garantir leur effectivité.

Le processus d'ancrage de la Budgetisation Sensible au Genre (BSG) au niveau des départements ministériels a été entamé par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) en 2002. Dès le début, la BSG a été étroitement liée à la réforme budgétaire relative à la gestion axée sur les résultats (GAR). La loi organique relative à la loi des finances n. 130-13 de 2015 réitère la nécessité de garantir l'intégration de la dimension genre au cours des processus de programmations budgétaires menés par les ministères et stipule dans son article 39 que: « L'aspect genre est pris en considération lors de la fixation des objectifs et des indicateurs ... ».

Ceci implique qu'en amont, chaque ministère soit capable de mener une **analyse genre** au moment du diagnostic interne et du diagnostic externe, et par la suite tout le long du processus de la planification et de programmation : élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation. Cette nécessité a d'ailleurs été consacrée par la Circulaire du Chef du Gouvernement n° 07/2017 qui souligne la nécessité d'inscrire un diagnostic pertinent sensible au genre dans une logique d'efficacité et de cohérence avec une gestion axée sur la performance sensible au genre. Ce diagnostic constitue une porte d'entrée incontournable et fondamentale vers une planification et programmation budgétaire sensible au genre

Le secteur de la construction et des travaux publics représente un levier de l'économie nationale, vu le rôle économique et social important qu'il joue, et représente **6,3% du PIB**. Son développement vise à équilibrer l'offre et la demande ainsi que l'amélioration de l'utilisation du parc immobilier disponible.

Le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville est constitué de 7 directions centrales et représentations locales (Directions Provinciales et Préfectorales). Il assure l'exécution de la politique gouvernementale dans le domaine de l'habitat et de la politique de la ville.

Le Département met en place les réformes et les mécanismes qui permettent le développement d'une offre adaptée aux besoins des différentes catégories sociales ainsi que l'encouragement de l'habitat social. Il exécute les programmes nationaux de lutte contre l'habitat insalubre dans toutes ses formes (bidonvilles, habitat menaçant ruine et habitat non réglementaire ou informel). Il facilite l'obtention d'un habitat qui répond aux conditions de vie décente et coordonne l'intervention dans les quartiers en manque d'aménagement afin d'améliorer les conditions de vie des populations fragiles. Dans le cadre du programme de valorisation durable des ksour et kasbah et de l'habitat en terre de façon générale, le Département oeuvre pour améliorer les conditions socioéconomiques et d'habitation des populations locales, en particulier, les femmes et les jeunes.

Dans le cadre de ses attributions, le Département assure le développement et le renforcement de la sécurité, de la qualité, de la durabilité et de la performance énergétique des opérations de construction. Pour cela, il assure les réformes nécessaires à travers la concertation avec les différents acteurs et professionnels du secteur de l'habitat afin de répondre aux besoins techniques et organisationnels.

Actuellement, le Maroc connaît un ensemble de transformations profondes issues principalement de changements rapides et stables sur les niveaux social et économique. Ces changements se traduisent par une accélération de l'urbanisation et de la littoralisation accrue des activités économiques et humaines qui accentuent les défis en matière de gouvernance des villes, de mobilité et d'aménagement du territoire pour répondre à une demande croissante de services publics (Nouveau Modèle de Développement (NMD), Rapport Général, 2021). Selon les projections du HCP sur la base du RGPH du 2014, 70% de la population marocaine serait urbaine en 2035 contre près de 63% en 2019. Dans ce cadre, le NMD appelle à favoriser un aménagement intégré des territoires, améliorer l'habitat et le cadre de vie, et renforcer la connectivité et la mobilité, à travers des approches de planification urbaine centrées sur la qualité du cadre de vie et sur la mixité sociale et fonctionnelle.

Dans le cadre des engagements internationaux du Maroc en matière d'égalité de genre, de la mise en oeuvre des dispositions constitutionnelles et des orientations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville souhaite mettre en oeuvre sa stratégie tout en luttant contre toutes formes de vulnérabilité et d'exclusion sociale et permettre l'intégration urbaine des populations des quartiers défavorisés du Maroc. « Ne laisser personne pour compte » passe par une meilleure identification des populations concernées à travers leurs caractéristiques socioéconomiques, ainsi qu'une appréhension de leurs besoins et priorités.

Afin d'appuyer le Département dans cette mission, et afin d'informer une action publique inclusive et sensible au genre, ONU Femmes et le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville recrutent un bureau d'étude afin de réaliser **l'analyse genre sectorielle du secteur de l'habitat et de la politique de la ville**.

II. Objectif

Les enjeux genre dans le secteur de l'habitat sont identifiés, leur prise en compte dans les programmes publics est évaluée, et le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville est accompagné pour l'intégration des questions d'égalité de genre dans sa planification et programmation budgétaire.

Objectifs spécifiques :

Élaborer un diagnostic détaillé sur les enjeux genre dans le secteur de l'habitat au Maroc, assortis de recommandations, afin de mieux cerner et cibler l'action publique du secteur de l'habitat pour répondre aux besoins spécifiques et différenciés des populations, particulièrement de celles et ceux qui sont en situation de vulnérabilité.

III. Résultats attendus

1. **Un diagnostic genre sectoriel** est élaboré, suivant une méthodologie participative, multi-niveaux et multi-acteurs, qui présente de manière détaillée, contextualisée (différences régionales, locales, etc.) et basée sur des évidences quantitatives et qualitatives de terrain, l'état des lieux des enjeux genre, ainsi que les lacunes existantes, tant au niveau de la réponse institutionnelle que des droits acquis par les femmes, particulièrement celles qui sont dans une situation de vulnérabilité.
 - Le processus d'élaboration du diagnostic et la diffusion des résultats sont appuyés par un **plan de communication interne et externe**.
 - Des **recommandations** pour l'identification d'objectifs et d'indicateurs sur l'égalité de genre dans les programmes en phase d'identification et de formulation sont proposées sur la base des résultats du diagnostic et dans les limites des prérogatives du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville. Ces recommandations proposées devront être mises en cohérence avec les engagements du Maroc en matière d'égalité
2. Une **feuille de route pour la mise en oeuvre de ces recommandations** est élaborée;
 - Les **résultats du diagnostic genre sectoriel et les recommandations** sont restitués au

Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville, qui est accompagné dans l'appropriation de la feuille de route et l'intégration du genre, dans sa programmation budgétaire en se basant sur les résultats du diagnostic. Ces résultats ne doivent pas se limiter à une description du contexte mais proposer **des recommandations concrètes**, y compris opérationnelles, et orientées pour la prise de décisions. L'information doit être élaborée et présentée de manière claire, aux niveaux macro, méso et micro avec des éléments comparatifs géographiques sur les enjeux économiques et sociaux de la question genre sur les politiques, le cadre légal, la participation des acteurs (publiques et société civile) et la disponibilité des statistiques. Elle devra permettre à la stratégie ministérielle de prendre en compte les questions liées au genre dans la programmation du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville, ses objectifs et ses projets.

IV. **Public cible**

Le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville et ses opérateurs (Directions Centrales, Régionales et Provinciales, l'Inspection Générale, le Conseil National de l'Habitat, le Groupe Al Omrane, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments menaçant Ruine, (ANRUR), le programme pour la valorisation durable des Ksour et Kasbah) sont le public cible principal. Le diagnostic genre du secteur de l'habitat visera également à orienter les appuis futurs en matière de BSG.

V. **Description des tâches**

Le diagnostic genre sectoriel sera un document analytique et opérationnel, avec une feuille de route basée sur un examen documentaire qualitatif et quantitatif et de nouvelles recherches / analyses sur le terrain dans le secteur. Le diagnostic permettra de mener une analyse sur les territoires régis par le Département en prenant en compte la population urbaine, péri-urbaine et rurale.

La mission de diagnostic devra produire au minimum les éléments suivants :

1. Rapport de démarrage et plan de communication pour l'élaboration du diagnostic et la diffusion des résultats

Les concepts clés, les cadres d'analyses et la méthodologie seront expliqués de façon concise y compris une cartographie des données sensibles au genre disponibles au niveau du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville. En ce qui concerne la collecte et la production de données sensibles au genre, le rapport proposera :

- Un échantillonnage représentatif,
- Les régions concernées par l'échantillonnage,
- Un calendrier d'exécution plus détaillé des étapes et des tâches
- Tous les instruments et outils de collecte utilisés (guide d'entretien individuel et focus groupe),
- Liste de documents et personnes impliquées dans l'analyse et programme des réunions et des ateliers) figureront en annexe

Un plan de communication afin de sensibiliser les parties prenantes au processus d'élaboration du diagnostic, faciliter leur mobilisation et la diffusion des résultats et recommandations.

2. Rapport de diagnostic et recommandations

Ce rapport fournira un aperçu de la situation actuelle du secteur de l'Habitat en termes d'égalité selon le genre, sur la base de données qualitatives et quantitatives issues du terrain. Les régions concernées par le diagnostic terrain sont : (i) Oriental, (ii) Marrakech-Safi et (iii) Casablanca-Settat. Le bureau d'expertise sera amené à proposer au moins 6 sites spécifiques où mener l'analyse de terrain, selon des critères de sélection. Ces critères pourront inclure notamment la dimension de la ville (ville grande, moyenne, petite) et d'autres critères, établis en concertation avec le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville.

L'analyse sera présentée dans un format qui identifie « les forces et les faiblesses » en tenant compte des disparités géographiques. Elle examinera les divers facteurs de causalité interdépendants et les présentera sous forme d'arbre à problème accompagné d'une interprétation, et mettra en évidence les facteurs de changement sous forme de chaîne de résultats et de théorie du changement.

- Des informations objectives la situation des femmes et des hommes concernés par l'action du département ministériel, en présentant leurs besoins pratiques et leurs intérêts stratégiques en lien avec l'habitat et les espaces publics urbains, peri-urbains et ruraux, particulièrement ceux et celles en situation de vulnérabilité et en présentant une analyse des différences géographiques (contexte régional et local)
- Des données quantitatives et qualitatives ventilées par sexe au niveau micro, méso, et macro ;
- Une analyse des stratégies et des programmes existants jusqu'à présent dans le secteur de l'habitat et de la gestion des espaces urbains (ciblées genre ou non), leur impact et leurs résultats sur les inégalités entre les femmes et les hommes de différentes catégories, particulièrement celles et ceux en situation de vulnérabilité ;
- Une analyse des capacités existantes et besoins en renforcement de capacités des parties prenantes impliquées dans le secteur, surtout celles du département ministériel, pour contribuer à l'égalité de genre (y compris une analyse des structures en charge de l'égalité au niveau du département) ;
- Les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités relatives au secteur pour répondre aux inégalités basées sur le genre et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes de différentes catégories ;
- Le diagnostic devra inclure un arbre à problème, une chaîne de résultat, une cartographie des parties prenantes et proposer une théorie du changement. La relation de cause à effet entre les problèmes genre devra être identifiée pour le secteur ;

Les données quantitatives seront désagrégées au moins selon le sexe et d'autres critères (tranches d'âge, vulnérabilités, milieu urbain/rural, etc.), afin de permettre une analyse intersectionnelle. Si certaines données quantitatives ou qualitatives n'existent pas et ne peuvent être produites dans le cadre de la mission cela doit être précisé et justifié.

Le soumissionnaire doit fournir une vue d'ensemble et une analyse concernant l'égalité de genre, la situation des hommes et des femmes, des filles et des garçons, et les problèmes spécifiques au contexte et aux groupes cibles dans le secteur d'intervention. Le diagnostic devra respecter les niveaux d'analyse suivants :

- Au niveau méta : L'analyse méta porte sur les normes et les valeurs sociales et culturelles qui conditionnent les rôles des femmes et des hommes dans la société. Il s'agit d'analyser également les facteurs qui influent sur ces normes et leurs conséquences sur les droits et opportunités des F/H, leur accès à un logement décent, à l'espace public urbain, à la santé, à l'éducation et à l'emploi, sur leur participation, sur la question des violences basées sur le genre (violence économique, sociale, psychologique, institutionnelle), etc.
- Au niveau macro : Il s'agit de procéder à l'analyse des politiques et stratégies gouvernementales nationales et sectorielles existantes en matière d'égalité de genre et en déduire les aspects à renforcer et les aspects manquants pour ancrer davantage l'approche au niveau de la stratégie et de la programmation sectorielle. Dans le cadre de cette mission, il s'agira d'analyser le Plan d'Actions 2021-2026 du Ministère et ses Objectifs Stratégiques. Les recommandations et les avis formulés dans le cadre des assises de l'urbanisme et de l'habitat seront prises en compte.
- Au niveau méso / institutionnel : Il s'agit d'identifier les acteurs et partenaires clés ayant institutionnalisé l'approche et d'autres dont l'implémentation de celle-ci serait indispensable pour contribuer mutuellement à mettre en œuvre l'approche genre dans la programmation du département. Ce niveau permet d'analyser les capacités organisationnelles, structurelles et techniques des partenaires, surtout du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville (notamment sa structure en charge de l'égalité), en matière d'égalité du genre. Ce niveau évalue également la perception des acteurs institutionnels et leur volonté politique d'ancrer l'approche genre et la parité dans leur organe de gestion et dans leurs procédures internes (gestion des

ressources humaines, accès des femmes aux postes de responsabilité). L'analyse inclura notamment les Directions Centrales, Régionales et Provinciales, l'Inspection Générale du Ministère, le Conseil National de l'Habitat et l'ANRUR en tant qu'acteurs clés du secteur.

- Au niveau micro/ groupes cibles : Il s'agit d'analyser les écarts entre femmes et hommes dans les groupes cibles des programmes et projets pilotés par le Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville et/ou les organismes sous sa tutelle, en matière de besoins, rôles et responsabilités, accès et contrôles des ressources et l'ensemble des facteurs socioculturels, institutionnels et personnels renforçant les discriminations et causant plus de vulnérabilités, pour les groupes cibles notamment les femmes en situation de vulnérabilité.

Le diagnostic genre sectoriel doit au minimum répondre aux critères suivants :

- Avoir recouru à une revue documentaire approfondie des référentiels légaux, réglementaires, politiques et institutionnels encadrant le secteur.
- Employer les statistiques clés les plus récentes (datant pas plus de 2012) sur la situation des femmes et des filles, des hommes et des garçons, ces données devant servir de référence pour les mesures ultérieures et fournir une interprétation. Si celles-ci ne sont pas disponibles, il faudra prévoir une expertise complémentaire en statistique afin de les produire dans la mesure du possible, par exemple sur la base d'une enquête par questionnaire soumise à un échantillon représentatif ;
- Trianguler les éléments d'analyse issus des données quantitatives avec des éléments qualitatifs produits au niveau central et territorial sur la base d'entretiens, et de de focus groupes (mixtes et non-mixtes femmes/hommes) avec les parties-prenantes clés du secteur dans le cadre de visites de terrain dans les régions de : (i) Oriental, (ii) Tanger-Tétouan-Al Hoceima et (iii) Casablanca-Settat.
- Définir les principaux obstacles à l'égalité entre les femmes et les hommes (y compris les normes sociales, la législation, la capacité institutionnelle, la volonté politique, etc.) en se focalisant sur les domaines relatifs à l'activité du département ministériel ;
- Inclure un arbre à problème, une chaîne de résultat, une cartographie des parties prenantes et proposer une théorie du changement. La relation de cause à effet entre les problèmes genre devra être identifiée pour le secteur ;
- Intégrer une cartographie des acteurs ayant le mandat et la capacité nécessaires pour agir dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment sur la question de la justice climatique (ONG, donateurs, organisations internationales, institutions financières internationales, ministères, structures nationales pour l'égalité de genre, secteur privé, etc.) et présenter un cadre d'action de collaboration entre le Département Ministériel et ces différents acteurs ;
- Une cartographie des connaissances et des lacunes (p.ex. statistiques non désagrégées par âge et par sexe) pour le secteur, et des recommandations sur les données clés à produire en vue d'intégrer le genre dans les objectifs et indicateurs du département ;
- Une évaluation claire des points où le département ministériel peut apporter une valeur ajoutée pour atteindre les objectifs stratégiques du Maroc du pays relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes (dans le cadre de ICRA 2) et de manière concomitante à ses ambitions climatiques (engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris) ;
- Une série de recommandations claires et tangibles pour l'inclusion du genre dans les programmes (objectifs – projets – indicateurs) et un outil d'opérationnalisation de ces recommandations sous forme de feuille de route.
- Le diagnostic genre sectoriel doit être datée et inclure un résumé exécutif, une liste des abréviations, une table des matières, une bibliographie, une liste des annexes, des tableaux et des figures, et doit veiller à l'utilisation d'un langage inclusif.

Des fichiers en format numérique des bases de données recueillies, et des indicateurs sensibles au genre pour le suivi-évaluation devront être fournis

Les conclusions de l'analyse devront mener à la proposition de recommandations concrètes pour l'intégration du genre dans la programmation, la planification et la budgétisation du Département de l'Habitat et de la

Politique de la Ville. L'appropriation et la mise en œuvre de ces recommandations devra faire l'objet d'un accompagnement auprès du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville.

Ce travail d'analyse sera alimenté par une revue bibliographique et les éléments méthodologiques clés de l'approche genre, ainsi que les résultats des entretiens avec les acteurs majeurs (OSC, Ministères, EEP, secteur privé, bailleurs de fonds, etc.) et des ateliers de restitution et d'élaboration participative de recommandations.

3. Feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations

Le soumissionnaire doit décliner les recommandations sous forme de feuille de route pour contribuer à :

- Intégrer de manière transversale et/ou ciblée (selon les besoins détectés) la question du genre, dans l'opérationnalisation du Plan d'Actions 2021-2026 du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville,
- Veiller à adapter les programmes et projets pour aborder ces objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes et en mesurer la progression ;
- Concevoir/formuler de nouveaux projets quand cela est pertinent et possible et/ou améliorer les projets en cours dans une perspective d'intégration des enjeux genre ;
- Identifier les résultats et indicateurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes, en cohérence avec le Plan d'Actions 2021-2026 du département et la stratégie des programmes ;
- Assurer le suivi des données adéquates et appuyer une exploitation efficace de ces informations dans les exercices de monitoring et reporting (pour le Rapport Budget Genre notamment) ;
- Mettre en place des mécanismes d'intégration transversale de la thématique genre dans l'action du département ministériel (institutionnalisation de l'égalité de genre) ;
- Renforcer les synergies et la cohérence entre les actions soutenues par le département ministériel en matière d'égalité de genre et d'autres acteurs et instances identifiés (Cf. Carte d'acteurs).

4. Sessions de restitution et d'accompagnement

Un accompagnement ciblé sera apporté afin de s'assurer d'une bonne, voire d'une meilleure prise en considération de ces résultats dans les programmes en cours d'exécution ou dans la formulation de nouveaux programmes. Le soumissionnaire sera amené à élaborer un compte-rendu des échanges d'une session de restitution tout en intégrant les remarques dans le diagnostic et la feuille de route, en plus de supports visuels (présentations PowerPoint) et comptes rendus et fiches techniques développées lors des sessions d'accompagnements, tenues en présentiel (au minimum quatre, une par région et une au niveau central trois).

5. Formation en matière d'égalité de genre et BSG pour le secteur de l'Habitat et la Politique de la Ville

Les représentant.e.s du Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville bénéficieront d'une formation en matière d'égalité de genre et BSG afin de renforcer leur connaissances et compétences dans la matière. Le bureau d'expertise développera un kit de formation (détail du kit dans livrable 7). Une analyse préalable du niveau de connaissances et des attentes devra être menée au préalable, à travers une enquête en ligne, pour informer la conception des contenus de la formation. Une enquête post-formation devra évaluer le niveau de connaissances et compétences des participant.e.s à la fin de la formation de 3 jours.

La mission aura lieu à Rabat avec des déplacements dans les régions (déplacements à prévoir dans les régions de l'Oriental, Marrakech-Safi et Casablanca-Settat. Une partie du travail de l'équipe d'expert.e.s pourra être effectuée à distance. Ce travail à distance sera autorisé préalablement selon un calendrier validé par le comité de suivi et de pilotage.

* (!) Les frais de transport et les per diem liées à la réalisation des livrables sont à expliciter dans l'offre financière.

VI. Durée et calendrier de la mission

La durée de cette prestation est de 8 mois.

Le soumissionnaire proposera dans son offre technique un planning détaillé pour le déroulement de la mission.

La mission sera effectuée en quatre (4) phases.

- **Phase 1** : Préparation de la mission. Cette phase inclut une revue documentaire, une réunion de démarrage avec le comité de suivi et de pilotage, l'élaboration de la note de cadrage avec une présentation PowerPoint et une réunion de restitution, de cadrage et de coordination de la mission. Cette phase inclut la cartographie des données sensibles au genre disponibles au niveau du département, la préparation des outils de collecte et d'analyse des données statistiques désagrégées par sexe et sensibles au genre, relatives au secteur de l'habitat, ainsi que l'élaboration du plan de communication.
- **Phase 2** : État des lieux de la question de l'égalité des genres et analyse genre du secteur. Cette phase inclut le travail de recherche documentaire et de collecte des données sur le terrain dans les 3 régions et les (à travers des questionnaires), les ateliers participatifs (diagnostic, restitution, proposition), l'analyse des données quantitatives et qualitatives collectées et la rédaction du draft du rapport de diagnostic et l'élaboration d'un draft de présentation PowerPoint, une réunion de restitution, l'élaboration du PV de la réunion de restitution, et l'envoi du rapport et de la présentation PowerPoint définitifs.
- **Phase 3** : Déclinaison des recommandations en feuille de route opérationnelle. Cette phase consistera en un travail participatif de déclinaison des recommandations en une feuille de route visant l'institutionnalisation du genre ainsi que le renforcement de son intégration dans les programmes, budgets et projets du département.
- **Phase 4** : Accompagnement et renforcement des capacités pour l'intégration des enjeux de genre dans la stratégie et les programmes du département ministériel. Cette phase inclut un atelier de restitution et une formation de 3 jours (en présentiel) en matière d'égalité de genre et BSG pour le secteur de l'Habitat et la Politique de la Ville. Le bureau d'expertise n'est pas chargé de l'organisation logistique (salle séminaire, pauses café/thé, déjeuners) des formations en présentiel.

VII. Livrables prévus

Tous les livrables prévus doivent être rédigés de manière claire et concise en langue française, sauf le dernier livrable 8 qui sera remis en langue française et en arabe, livrés selon un planning arrêté en commun accord avec le comité de suivi.

Livrable 1 : Rapport de démarrage, intégrant les outils de collecte et d'analyse de données statistiques sectorielles désagrégées par sexe et sensible au genre (maximum 15 pages, hors annexes et une présentation PowerPoint reprenant les points clés) qui comportera :

- Les enjeux de la mission,
- Une cartographie des données sensibles au genre disponibles
- La méthodologie retenue pour la collecte de données complémentaires, y compris des outils de collecte des données et d'analyse, la méthode d'échantillonnage et le plan de travail,
- Un calendrier détaillé proposé de la mission,
- Le mécanisme de gouvernance et de coordination de la mission,
- Une anticipation des éventuelles difficultés pressenties pour la réussite de la mission et les moyens qui seront mis en œuvre pour les prévenir et les résoudre,
- Des propositions d'une première liste d'institutions et de personnes à rencontrer.

Livrable 2 : Plan de communication pour l'élaboration du diagnostic genre et la diffusion des résultats

Livable 3 : Recueil des données statistiques collectées et rapport d'analyse statistique

Livable 4 : Diagnostic genre sectoriel avec des recommandations concrètes pour l'intégration du genre dans le secteur (Maximum 50 pages – un canevas sera fourni) et une présentation Power Point reprenant les points clés.

Livable 5 : Feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations formulées sur la base du diagnostic, y compris les résultats et indicateurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes au sein du secteur.

Livable 6 : Animation et compte-rendu de l'atelier de restitution de la mission d'analyse genre sectorielle et intégration des remarques dans le diagnostic et la feuille de route

Livable 7 : Animation d'une formation de 3 jours en matière d'égalité de genre et BSG pour le secteur de l'Habitat et la Politique de la Ville, incluant :

➤ **Kit de formation**

- Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
- Agenda détaillée du formateur de la formation en modalité distanciel
- Présentation PPT
- Fiches/description des activités/exercices interactifs
- Programme pour les participant.e.s
- Bibliographie de lectures additionnelles
- Rapport final de formation

Le bureau d'expertise **n'est pas chargé de l'organisation logistique (salle séminaire, pauses café/thé, déjeuners) des formations en présentiel.*

Livable 8 : Rapport final de la mission sur l'ensemble des activités, intégrant les supports visuels (présentations PowerPoint) et comptes rendus et fiches techniques développées sur la base des sessions d'accompagnements, avec une synthèse (max 5 pages), les principaux constats de la mission, les leçons apprises et les recommandations pour de futures missions similaires.

METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

1. Evaluation préliminaire :

L'évaluation préliminaire sera réalisée afin de déterminer si les offres respectent les exigences administratives de la demande de proposition. Les propositions sont vérifiées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences suivantes :

Critères	Documents permettant d'établir la conformité
Intégralité de la proposition	Tous les documents et la documentation technique demandés dans les instructions au soumissionnaire ont été fournis et sont complets
Le soumissionnaire accepte les conditions générales de contrat d'ONU Femmes	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
La durée de validité de l'offre est respectée	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
L'offre est complète et remplit les conditions d'éligibilité	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)

Critères d'éligibilité	Documents permettant d'établir la conformité
Le soumissionnaire est enregistré dans les registres légaux (Registre de commerce, tribunal administratif...)	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires ne figurent pas parmi les fournisseurs suspendus par les Nations Unies ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires n'ont pas eu d'expériences négatives au préalable avec le Bureau d'ONU Femmes Maroc ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Le soumissionnaire n'est pas déclaré en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou de redressement judiciaire, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre le soumissionnaire qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir prévisible	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les offres sont signées par la personne habilitée à signer au nom du soumissionnaire, y compris une procuration si stipulée ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)

Critères de qualification	Documents permettant d'établir la conformité
Historique des contrats non performants : La non-exécution d'un contrat n'est pas due à une défaillance du contractant au cours des trois dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Historique des litiges : Pas d'historique cohérent des décisions de justice/arbitrage à l'encontre du prestataire des 3 dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Expérience antérieure :	
Minimum d'années d'expérience pertinente.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (formulaire en ligne) / Proposition technique
Minimum de contrats de valeur, de nature et de complexité similaires mis en œuvre au cours des 3 dernières années. (Pour les JV/Consortium/Association, toutes les parties doivent satisfaire cumulativement à cette exigence).	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Situation financière:	
Liquidité : le ratio actif moyen à court terme / passif à court terme au cours des trois dernières années doit être égal ou supérieur à 1. Le fournisseur doit inclure dans sa proposition des bilans vérifiés couvrant les deux dernières années	Copie des états financiers / bilans vérifiés pour les trois dernières années. / Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)

Evaluation de la proposition technique :

La proposition technique est évaluée et examinée afin de déterminer si elle répond aux besoins exprimés dans le présent document. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique et barèmes suivants :

Critère 1. Expérience et Capacité du soumissionnaire (Expertise de l'organisation soumettant la proposition)		Points obtenus
1.1	Structure Organisationnelle Foot note au soumissionnaire : Fournir une brève description de l'entité soumissionnaire (type de l'entreprise, année de constitution, capital, définition des activités principales, effectif, taille de l'organisation, solidité de la gestion...)	20
1.2	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la situation financière du soumissionnaire qui n'indiquent pas de problèmes financiers, tels que la valeur nette des capitaux propres négative, association à une faillite, insolvabilité, mise sous séquestre, litiges majeurs, privilèges, jugements ou mauvaise cotes de crédits ou historique de paiement Information indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de mise en faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a aucun jugement ou action en justice contre lui qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir proche. Foot note au soumissionnaire : Capacité financière : le soumissionnaire doit démontrer sa capacité financière en fournissant les documents suivants : Bilan des 2 dernières années, RC modèle J / Maroc ou attestation de non-liquidation pour les soumissionnaires en dehors du Maroc, attestation d'inscription aux impôts).	30
1.3	Pertinence des connaissances spécialisées : Expériences similaires. Détail des connaissances spécialisées qui peuvent s'appliquer aux performances décrites dans les TdRs. Foot note au soumissionnaire : Décrire des expériences similaires avec d'autres organisations. Fournir au minimum 3 attestations de référence relatives aux projets similaires menés indiquant : le nom du client, valeur du contrat, période la performance, la nature des biens et services fournis, contact du client (nom, tel, email)	100
Total des points pour les critères 1. Expérience et capacité du soumissionnaire		150
Critère 2. Méthodologie et Plan de travail (Méthodologie proposée)		Points obtenus
2.1	Analyse du contenu, méthodologie – Analyse du contenu, méthodologie – y compris la compréhension du soumissionnaire du travail d'ONU Femmes, l'adhésion aux principes d'achat et aux termes de référence. Foot note au soumissionnaire : Fournir une description de l'approche, de la méthodologie et du calendrier du soumissionnaire pour réaliser la prestation. Expliquer la compréhension du soumissionnaire des besoins décrits dans les TdRs. Identifier les lacunes dans la description des besoins de la prestation sur la base des informations fournies. Décrire comment le soumissionnaire se conformera aux principes du Procurement d'ONU Femmes si une opération d'achat est effectuée au nom d'ONU Femmes. Les principes généraux du Procurement d'ONU Femmes : a) Meilleur rapport qualité / prix. B) Équité, intégrité et transparence. C) Concurrence effective. D) L'intérêt supérieur d'ONU Femmes	200
2.2	Gestion – chronologie, livrables et reporting Foot note au soumissionnaire : Fournir une description détaillée d'un déroulé pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs	50
Total des points pour le critère 2. Méthodologie et Plan de travail		250
Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé (Qualification et compétences de l'équipe proposée)		Points obtenus

3.1	<p>Composition de l'équipe proposée avec les tâches attribuées (y compris la supervision) Curriculum vitae de l'équipe proposée qui sera impliquée à temps plein ou à temps partiel. Soumettre un organigramme indiquant le lieu du soumissionnaire (ville et pays), les rapports hiérarchiques, ainsi qu'une description de la structure de l'équipe. Indiquer la disponibilité des ressources en termes de personnel et équipements nécessaires pour l'exécution des TdRs. Décrire la structure de l'équipe/personnel proposé(e) et les tâches (y compris la supervision) qui seront attribuées à chacun.e pour la réalisation de la prestation demandée.</p> <p>Expert.e I : Chef-fe d'équipe Spécialiste Genre et dans les politiques publiques sectorielles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation universitaire supérieure (au moins Bac+5) en sociologie, sciences humaines et sociales et/ou droits humains, genre ou équivalent). - Minimum 12 années d'expérience dans le domaine des droits humains et/ou l'égalité de genre - 2 expériences professionnelles minimum dans les études de développement, le développement social, les études sur l'égalité de genre, ou d'analyse genre, pour le compte d'institutions publiques (ou orientées vers l'appui à l'élaboration de politiques publiques) ; - 2 expériences minimum dans la formulation, la mise en œuvre et/ou l'évaluation des politiques publiques intégrant l'approche genre - 2 expériences minimum de travail au Maroc attestant la connaissance du contexte national ; <p>Expert.e II : Expert.e architect.e urbaniste, géographe urbain.e</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation universitaire supérieure (au moins Bac+5) relative à la thématique de l'habitat, la politique de la ville, l'urbanisme, ou le développement du territoire ; - ; - 3 expériences minimum de travail au Maroc attestant d'une connaissance approfondie du contexte et des enjeux de développement socio-économique marocain; - 2 expériences de mise en œuvre ou d'accompagnement de programmes ou de projets dans le secteur de l'habitat, politique de la ville, développement territorial et/ou urbanisme ; - Au moins 1 expérience en lien avec l'égalité de genre, les droits humains, la participation et/ou l'autonomisation des femmes. <p>Expert.e III : Expert.e en statistiques et genre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation universitaire supérieure (au moins Bac+5) en statistiques, économie ou sciences sociales - Minimum 6 années d'expérience dans le domaine de collecte et de traitement des données statistiques - Au moins 2 expériences de production et d'analyse de données statistiques désagrégées par sexe et sensible au genre ; - Au moins 3 expériences de travail au Maroc attestant d'une connaissance approfondie du contexte et des enjeux de développement socio-économique marocain <p>Exigences supplémentaires de l'équipe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un.e des expert.e.s doit avoir une expérience attestant de la maîtrise des méthodes participatives et de formation ; - Un.e des expert.e.s doit avoir au moins une expérience du collecte et de l'analyse de données qualitatives (entretiens, focus groupes) ; - Un.e des expert.e.s doit avoir au moins une expérience dans la gestion axée sur les résultats, notamment la définition et l'évaluation d'indicateurs de performance ; - Connaissance à jour et complète des politiques, des instruments et des structures pour l'égalité de genre au niveau international démontrée par des missions récentes impliquant ces enjeux. - Un.e des expert.e.s doit avoir maîtriser la langue arabe dialectale marocaine <p>Profil sur l'égalité de genre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le soumissionnaire est fortement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes : (1) employées dans l'entité, (2) occupant des postes de Direction, (3) actionnaires. • Ceci ne sera pas un critère d'évaluation, à moins que deux offres soient identiques (c.-à-d. ayant obtenu le même nombre de points totaux dans le cas de la méthode d'évaluation cumulative et/ou en cas de prix identique dans le cas de devis techniquement conformes/acceptables). • Bien que cela ne soit pas un facteur d'évaluation, ONU Femmes collecte ces données à des fins statistiques, en vue d'appuyer son mandat de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. • Les soumissionnaires sont également invités à : (1) devenir signataire des d'autonomisation des femmes (si plus de 10 employés) http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview ; ou (2) signer l'accord volontaire visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (si moins de 10 salariés). • Les bonnes pratiques d'entreprises favorisant l'égalité des sexes se trouvent ici: http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/ 	300
Total des Points pour Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé		300

Version originale du RFP en anglais

Terms of Reference

*[To be completed solely by the requester and published on eProcurement Portal as “Instructions to Proposals”
(Synopsis)]*

[Link to Guidelines on Writing TOR](#) *[delete before publishing the RFP]*

*STATEMENT OF NEED: [include a brief summary]
[Ensure the expected delivery date is specified].*

[TOR shall include:

- Background information on the project;*
- Objectives of the assignment;*
- Scope of work, consistent with the budget;*
- Deliverables (see sample chart below) that shall be submitted for approval;*
- Period of performance and the review/approval time required;*
- Selection criteria (see sample “minimum requirements”, qualifications and performance or other standards the Contractor shall fulfil;*
- Provisions for monitoring and evaluation of performance; and*
- If applicable, a detailed list of all inputs and services which will be provided to the contractor by UN Women or where applicable by the government counterpart, in order to perform the contract.]*

A. DELIVERABLE SCHEDULE

Deliverable	Payment Amount	Timeframe
<i>Deliverable 1</i>	<i>XX%</i>	<i>1 January 2030</i>
<i>Deliverable 2</i>	<i>XX%</i>	<i>1 January 2035</i>
<i>Deliverable 3</i>	<i>XX%</i>	<i>1 January 2040</i>

AND/OR

B. RESOURCE REQUIREMENTS

Description	Unit of Measure	Quantity
<i>Item/Service 1</i>	<i>XX</i>	<i>XX</i>
<i>Item/Service 2</i>	<i>XX</i>	<i>XX</i>
<i>Item/Service ...</i>	<i>XX</i>	<i>XX</i>
<i>Item/Service ...</i>	<i>XX</i>	<i>XX</i>

Evaluation Criteria

[Note to Requesting Unit: Adjust the criteria below and the required documents as necessary and delete this paragraph before finalising. The evaluation criteria shall be used by Procurement Practitioner when setting up Evaluation Criteria in the Procurement Wizard (as criteria and footnotes accordingly. Delete this paragraph.)]

Preliminary Examination Criteria

All criteria will be evaluated on a Pass/Fail basis and checked during Preliminary Examination.

Criteria	Documents to establish compliance
Completeness of the Proposal	All documents and technical documentation requested in Instructions to Vendor have been provided and are complete
Vendor accepts UN Women General Conditions of Contract	Proposal Submission Form (Online Form)
Proposal Validity	Proposal Submission Form (Online Form)
Proposal Security with compliant validity period	If applicable. Proposal Security format.
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.

Minimum Eligibility and Qualification Criteria

Minimum eligibility and qualification criteria will be evaluated on a Pass/Fail basis.

If the Proposal is submitted as a Joint Venture, Consortium or Association, each member should meet the minimum criteria, unless otherwise specified.

Eligibility Criteria	Documents to establish compliance
Vendor is a legally registered entity	Proposer Information Form (Online Form)
Vendor is not suspended, nor otherwise identified as ineligible by any UN Organization, the World Bank Group or any other International Organisation in accordance with Instructions to Vendors.	Proposal Submission Form (Online Form)
No conflicts of interest in accordance with Instructions to Vendors.	Proposal Submission Form (Online Form)
The Vendor has not declared bankruptcy, in not involved in bankruptcy or receivership proceedings, and there is no judgment or pending legal action against the vendor that could impair its operations in the foreseeable future	Proposal Submission Form (Online Form)
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.

Qualification Criteria	Documents to establish compliance
History of non-performing contracts: Non-performance of a contract did not occur as a result of contractor default within the last 3 years.	Eligibility and Qualification Form (Online Form)
Litigation History: No consistent history of court/arbitral award decisions against the vendor for the last 3 years.	Eligibility and Qualification Form (Online Form)
Previous Experience:	
Minimum Click or tap here to enter number. years of relevant experience.	Eligibility and Qualification Form (Online Form) / Technical Proposal
Minimum Click or tap here to enter number. contracts of similar value, nature and complexity implemented over the last 3 years. (For JV/Consortium/Association, all Parties cumulatively should meet requirement).	Eligibility and Qualification Form (Online Form)
Financial Standing:	

Liquidity: the ratio Average current assets / Current liabilities over the last 3 years must be equal or greater than 1. Vendor must include in their Proposal audited balance sheets cover the last two years	Copy of audited financial statements for the last three years. / Eligibility and Qualification Form (Online Form)
Turnover: Vendors should have annual sales turnover of minimum Click or tap here to enter text. for the last three years. (For JV/Consortium/Association, all Parties cumulatively should meet requirement).	Copy of audited financial statements for the last three years. Eligibility and Qualification Form (Online Form)
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.

Technical Evaluation Criteria

[Note to Requesting Unit: Please ensure that relevant technical sustainability criteria are included in requirements / evaluation criteria and delete this paragraph before finalising]

Section 1. Vendor's qualification, capacity and experience		Points
1.1	Reputation of organization and staff credibility / reliability / industry standing Offeror shall provide a brief description of the organization, including the year and country of incorporation, and types of activities undertaken	xx
1.2	General Organizational Capability Offeror shall: a) Outline General Organizational Capability which is likely to affect implementation (i.e. management structure, financial stability and project financing capacity, size of the organization, strength of project management support e.g. project management controls, global networking, financial stability). b) Include a description of past and present experience and relationships that have a direct relationship to the performance of the TOR. Include relevant collaborative efforts the organization may have participated in. c) Explain any partnerships with local or other organizations relevant to the performance of the TOR. Special attention should be given to providing a clear picture of roles, responsibilities, reporting lines and accountability. Letters of commitment from partners and an indication of whether some or all have worked together previously. d) Explain whether any work would be subcontracted, to whom, how much percentage of the work, the rationale for such, and the roles of the proposed sub-contractors. Special attention should be given to providing a clear picture of the role of roles, responsibilities, reporting lines and accountability.	xx
1.3	Relevance of specialized knowledge and experience on similar engagements done in the region / country Offeror shall: a) Provide information confirming relevance of: - Specialized Knowledge - Experience on Similar Programme / Projects - Experience on Projects in the Region b) Describe the experience of the organization performing similar goods, services or works. Experience with another UN organizations/ major multilateral / or bilateral programmes is highly desirable. c) Provide at least 3 references with the following information: - Client - Contract value - Period of performance (from/to) - Role in relation to undertaking the goods/services/works - Reference Contact Details (Name, Phone, Email)	xx
Total Points for Section 1		xxx
Section 2. Proposed methodology approach and implementation plan		Points
2.1	Analysis Approach, Methodology	xx

	<p>Offeror shall:</p> <p>a) Provide in sufficient detail a description of the organization's approach and methodology for meeting or exceeding the requirements of the Terms of Reference;</p> <p>b) Explain the organization's understanding of UN Women's needs for the goods/services/works and how the different service elements shall be organized, controlled and delivered;</p> <p>c) Describe the available performance monitoring and evaluation mechanisms and tools and how they shall be adopted and used for a specific requirement;</p> <p>c) Identify any gaps/overlaps in UN Women's coverage based on the information provided.</p> <p>d) Describe how your organization will adhere to UN Women's procurement principles in acquiring services on behalf of UN Women. UN Women's general procurement principles:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Best Value for money ii) Fairness, integrity and transparency iii) Effective competition iv) The best interests of UN Women 	
2.2	<p><u>Management - timeline, deliverables and reporting</u></p> <p>Offeror shall provide a detailed description of how the management for the requested goods/services/works will be implemented to achieve the requirements of the Terms of Reference. The activities in the implementation plan should be properly sequenced, logical and realistic.</p>	xx
2.3	<p><u>Environment-related approach to the service/work required</u></p> <p>Offeror shall:</p> <p>a) Provide a detailed description of the methodology for how the organization/firm will achieve the Terms of Reference of the project, keeping in mind the appropriateness to local conditions and project environment.</p> <p>b) If applicable, submit Compliance Certificates, Accreditations, Markings/Labels, and other evidences of the Vendor's practices which contributes to the ecological sustainability and reduction of adverse environmental impact (e.g. use of non-toxic substances, recycled raw materials, energy-efficient equipment, reduced carbon emission, etc.), either in its business practices or in the goods it manufactures.</p>	xx
Total Points for Section 2		xxx
Section 3. Management Structure and Key Personnel		Points
3.1	<p><u>Composition of the team</u></p> <p>The offeror shall:</p> <p>a) Describe the availability of resources in terms of personnel and facilities required for the Terms of Reference.</p> <p>b) Describe the structure of the proposed team/personnel, and the work tasks (including supervisory) which would be assigned to each.</p> <p>c) Provide an organigram illustrating the office location (city and country), reporting lines, together with a description of such organization of the team structure, should be submitted.</p> <p>d) For each of the key personnel provide the CV using the format provided [delete if not applicable].</p>	xx
3.2	<p><u>Gender Profile</u></p> <p>The offeror shall provide information on the gender profile of the organization: <i>[Leave applicable options:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Women-owned Business status – whether the entity is owned, controlled or managed by at least 51% women;</i> - <i>Proportion of women in managerial position;</i> - <i>Gender balance of the proposed project/team;</i> - <i>Policies in place that contribute to gender equality;</i> - <i>Details of any women-owned or women-led subcontractors that will be engaged in the project, including at different tiers of their supply chain;</i> - <i>Gender parity policy in place;</i> - <i>Commitment to the Women's Empowerment Principles (www.weps.org/join) - if more than 10 employees;</i> - <i>Agreement to signing of the Voluntary Agreement to Promote Gender Equality and Women's Empowerment in case of contract award - if less than 10 employees;</i> <p><i>This criterion shall not exceed 3% of the total points (max. 20 of 700 points)]</i></p>	xx

	Good practices of gender-responsive companies can be found here: http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/	
Total Points for Section 3		xxx
TOTAL POINTS		XXX